



Le Bulletin de StreetNet

No. 32 DECEMBRE 2016

ÉDITORIAL: LES DELEGUES SE REUNISSENT POUR LE 5EME CONGRES INTERNATIONAL



Délégués au 5ème Congrès International

StreetNet International a tenu son 5ème Congrès International du 4 – 6 octobre 2016 à Delhi, en Inde. 109 délégués de 42 de nos 49 affiliés enregistrés en Afrique, Asie, Amériques et Europe, représentant une adhésion à jours de plus de 600 000 membres se sont réunis pour trois jours pour discuter le progrès de notre organisation et la lutte internationale pour promouvoir l'organisation des vendeurs de rue, des vendeurs informels du marché et des colporteurs dans le cadre du mouvement international des colporteurs dans l'économie informelle.

Les élections ont eu lieu le deuxième jour du Congrès, où un nouveau Conseil International a été élu, composé de 7 hommes et de 8 femmes suivants:

Présidente	Lorraine Sibanda, ZCIEA - Zimbabwe
Vice-Président	Alberto Santana, FUTTEINCO - République Dominicaine
Trésorier	Shikha Joshi, SEWA - Inde
Secrétaire	Arbind Singh, NASVI - Inde

Membres supplémentaires:

1. Confort Doryen - NAPETUL - Libéri
2. Annie Diouf- CNTS - Sénégal
3. Jeannette Nyiramasengesho - SYTRIECI - Rwanda
4. Gabriela Calandria - AFFE - Uruguay
5. Nanci Godoy - SIVARA - Argentine
6. Anne Matondo - LDFC - République Démocratique du Congo
7. Komi Kessouagni - FAINATRASIT - Togo
8. Chet Sapkota - NEST - Népal
9. Lameck Kashiwa - AZIEA - Zambie
10. Jamaladdin Ismayilov – Xhidmat-ISH - Azerbaïdjan
11. Cesar Garcia - UPTA - Espagne

StreetNet International a ainsi assuré son prochain mandat démocratique jusqu'au sixième Congrès de StreetNet International en 2019.

Voie à suivre

Afin d'organiser le cinquième Congrès International, nous avons dû mettre ensemble des morceaux de financement de toutes les sources imaginables, réorienter les fonds avec le consentement des donateurs, dépendre de la bonne volonté de notre

partenaire WIEGO qui a contribué à beaucoup des coûts du Congrès dans les différentes voies et apprendre à faire des nouvelles méthodes de collecte de fonds telles que le financement de la foule [crowd-funding]. Nous sommes extrêmement reconnaissants à tous les affiliés de StreetNet pour leur solidarité et sacrifices personnels faits par leurs délégués au Congrès, qui ont contribué pour couvrir les dépenses du congrès en réclamant pas les dépenses et les frais de mission auxquels ils ont normalement droit lors de tels événements internationaux.

Maintenant que c'est fait, le prochain défi, que nous sommes en train de confronter est de trouver des fonds pour les opérations de base de StreetNet en 2017 et au-delà. StreetNet a reçu une mauvaise nouvelles que le Programme de FNV Mondial Mondial pour les travailleurs vulnérables, qui finançait des réunions annuelles du Conseil International et ateliers régionaux de StreetNet, ne continuera pas après la fin de 2016. Ainsi, notre première priorité est de trouver une autre source de financement, afin que notre Conseil International nouvellement élu puisse commencer à travailler - et puisque la plupart des membres du Conseil International sont nouveaux, ceci exige également une formation en leadership.

Inde la Loi sur la Protection des Vendeurs de Rue (Protection des Moyens de subsistance et Règlement de la Vente de Rue) a été adoptée en 2014, en termes de laquelle les Comités de Vente de la Ville ont été

établies (bien qu'il y a encore des réticences dans de nombreuses villes à implémenter la nouvelle loi). Très peu d'organisations dans des autres pays ont des tels forums de négociations statutaires au niveau local, mais un bon nombre a néanmoins engagé les autorités dans les différents types de négociations *ad hoc* des différents degrés de succès. Beaucoup ont initié des approches à leurs autorités sur la mise en place (ou réforme) des forums de négociations au niveau local en utilisant le modèle de 2013 des lignes directrices de StreetNet.

Nous espérons qu'au début de 2017, nous serons en mesure d'organiser, avec l'assistance de WIEGO, un atelier de formation sur les négociations pour les affiliés de StreetNet International qui ne sont pas déjà impliqués dans des projets de pays spécifiques sur la négociation collective dans le secteur de l'économie informelle.

Le Congrès International a pris une décision d'établir une Commission d'étudier la formation de l'organisation ibéro [latino]-américaine régionale parallèle, UTREIN en 2015 et l'étendue à laquelle les fonds de StreetNet ont été utilisés à cet effet. Le Conseil International payera attention à cela en tant que question prioritaire, mais la convocation de la Commission exigera également le secours des fonds.

A luta continua!

Pat Horn, Coordinatrice Internationale



5ème Conférence internationale de StreetNet: 109 délégués venant de 42 des 49 affiliés enregistrés en Afrique, en Asie, aux Amériques et en Europe, représentant plus de 600 000 des adhésions a jour assemblés à Delhi, Inde

Sommaire

ÉDITORIAL: Les délégués se réunissent pour le 5ème Congrès International	1/2
Lorraine Sibanda parle sur les priorités pour les trois prochaines années	3
Nouveau vice-président, établit ses priorités pour Streetnet	4
Shikha Joshi parle de sa vision et la recherche des fonds pour l'organisation	5
Renforcement de notre démocratie organisationnelle interne	6
Secrétaire de Streetnet parle des défis que confronte Streetnet en changeant le monde	7
Streetnet organise avec succès l'atelier régional au Laos	8/9
StreetNet accueille le SCWU en tant que Point Focal régional pour l'Europe	9
Pourquoi le nouveau programme urbain devrait affecter les travailleurs informels	10/11
Pape Francis bénit les affiliés de Streetnet lors de la réunion du tiers-monde, des mouvements populaires	11/12



Lorraine Sibanda, Présidente de StreetNet International

Mon travail fructueux d'activisme, de lobby et de plaidoyer avec ZCIEA en tant que femme dirigeante, ainsi que l'encouragement de la région d'Afrique Australe et Orientale, m'ont poussé à considérer le poste de la présidence de StreetNet. La confiance de ZCIEA et les affiliés de StreetNet de la région d'Afrique Australe et Orientale dans ma capacité et compétence en tant qu'une femme dirigeante m'ont essayé et examiné me l'ont exprimé lorsqu'ils m'ont nommé, encouragé et soutenu pour contester la présidence.

Pendant les trois prochaines années, je vais travailler étroitement avec les autres membres du Comité Exécutif, le Conseil International et l'équipe de StreetNet dirigée par la Coordinatrice Internationale, pour engager des partenaires actuels et prospectives avec le développement en travaillant en partenariat avec StreetNet sur les activités dans toutes ses cinq régions, y compris les activités à promouvoir le travail décent dans l'économie informelle.

En tant que présidente de StreetNet, je considère le travail effectif à temps plein de Streetnet comme une priorité ; étant donné l'étendue géographique et la quantité de travail impliqué. Venir avec un plan de durabilité et de viabilité pour StreetNet à implémenter, est une autre priorité urgente face à la diminution des donateurs. En troisième lieu, parvenir à une représentation totale de la jeunesse au niveau international est également une grande priorité. Actuellement, StreetNet confronte les défis financiers, l'incapacité de financer le personnel à temps plein et une disponibilité des ressources limitées pour tenir des réunions du Comité Exécutif et du Conseil International à venir. Concernant le financement, je pense que StreetNet devrait

PRESIDENTE DE STREETNET NOUVELLEMENT ELUE LORRAINE SIBANDA PARLE SUR LES PRIORITES ORGANISATIONNELLES POUR LES TROIS PROCHAINES ANNEES

continuer à engager la participation des partenaires existants et potentiels sur le financement pour le soutien des programmes innovants dans toutes les régions tout en travaillant sur un Plan Durable et Viable. Les Points focaux régionaux devraient également être encouragés et renforcés avec le point de recherche des fonds et recherche des partenariats pour des activités dans leurs régions respectives, sous la bannière et la direction de StreetNet International. Ceci devrait aider à trouver des fonds pour permettre au personnel de StreetNet de progressivement avancer vers un travail régulier à temps plein. Bien qu'il y ait des ressources limitées pour organiser des réunions face à face, StreetNet peut utiliser des options tels que Skype, emails et téléconférences pour communiquer même s'il y a continuation de demander le soutien pour que ses réunions habituelles puissent se tenir.

Un réseau plus fort peut être construit à travers des échanges constants, des visites d'apprentissage et d'évaluation entre affiliés dans les différents points focaux régionaux de StreetNet. La continuation et le partage du travail sur la popularisation de la recommandation 204 de l'OIT, permettra StreetNet de conduire ce processus et d'être bien placés pour influencer l'amélioration de la vie des travailleurs de l'économie informelle dans le monde entier, mais aussi à commander plus de reconnaissance et de respect des partenaires, des autres organisations et gouvernements du monde.

Si un affilié ou une région fait face à un défi urgent, tous les affiliés et toutes les régions devraient parler d'une seule voix: il s'agit ici d'une stratégie qui exige peu de fonds.

RIEN POUR NOUS SANS NOUS!!

«Un réseau plus fort peut être construit à travers des échanges constants, des visites d'apprentissage et d'évaluation entre affiliés dans les différents points focaux régionaux de StreetNet.»

ALBERTO SANTANA, NOUVEAU VICE-PRESIDENT, ETABLIT SES PRIORITES POUR STREETNET

Alberto Santana, Président de FUTTEINCO, affilié de StreetNet de la République Dominicaine, a été élu comme vice-président de StreetNet lors de son 5ème Congrès International en Inde. Il avait ceci à dire peu de temps après son élection.

«Tout d'abord, nous devons assister la présidence et toute l'équipe du Conseil International; ainsi Streetnet deviendra une plus forte organisation plus institutionnelle et relative à la loi pour chacun de nos affiliés. Pour ce faire, StreetNet doit soutenir d'avantage tous les affiliés, afin qu'ils puissent accroître leur adhésion et leur niveau de formation.

Mes priorités sont de contribuer à la présidence avec mes connaissances et expérience, en adressant les priorités de StreetNet, en particulier la formation et la coopération internationale. Le renforcement institutionnel de StreetNet est très important pour le nouveau Conseil International, par l'obtention des organisateurs dans toutes nos régions. Où il y a déjà les organisateurs, StreetNet doit leur fournir des meilleurs outils pour renforcer leur travail et donner plus de soutien aux organisations.

Les défis de StreetNet sont essentiellement d'améliorer la qualité de vie des travailleurs dans notre secteur, à travers la protection sociale, la négociation collective et la lutte contre les abus par les autorités et les autres secteurs adverses. Pour relever ces défis, nous devons renforcer nos organisations et par conséquent, StreetNet, en vue de créer des forces capables d'influencer sur notre position.

La coopération mondiale a été réduite. Il est donc important de diversifier les actions qui ont été utilisées, tout en renforçant les alliances qui ont traditionnellement soutenu StreetNet. Nous devons lever les fonds localement avec le soutien de l'équipe de StreetNet et ses affiliés. Quelque chose de très important est d'établir des projets de l'économie sociale et solidaire dans le cadre local, régional et mondial, qui peuvent servir de soutien aux projets de développement de nos affiliés et par conséquent, construire des ressources de StreetNet. Je crois que StreetNet doit renforcer ses efforts de collecte des fonds et fournir une meilleure éducation et formation aux affiliés.

Encore une fois, je tiens à souligner qu'il est nécessaire de renforcer les organisations affiliées, puisque à leurs tours, celles-ci renforceront StreetNet. Notre organisation aura ainsi une plus grande influence. Pour y parvenir, nous devons travailler dur sur le soutien des organisateurs régionaux. De cette façon, nous allons créer un meilleur réseau entre toutes nos organisations.

Je me consacre à appuyer le travail de notre présidente de StreetNet et je travaillerai pour l'unité et le renforcement de StreetNet à travers le monde».



Alberto Santana, Vice-Présidente de StreetNet International

«Notre organisation aura ainsi une plus grande influence. Pour y parvenir, nous devons travailler dure sur le soutien des organisateurs régionaux.»

LA NOUVELLE TRESORIERE DE STREETNET - SHIKHA JOSHI - PARLE DE SA VISION ET LA RECHERCHE DES FONDS POUR L'ORGANISATION

Shikha Joshi, Secrétaire Générale de SEWA MP et une des principaux dirigeants de l'Association des Travailleuses Autonomes (SEWA) de l'Inde; elle a été élue comme trésorière de StreetNet lors du cinquième Congrès de StreetNet en octobre 2016. Sœur Shikha a déjà une grande expérience internationale: Elle a été élue comme Secrétaire de StreetNet International lors de son troisième Congrès à Cotonou (Bénin) en 2010 et a servi l'organisation en cette qualité pour les trois années suivantes, jusqu'en 2013. Elle avait à dire ce qui suit, juste après son élection comme Trésorière :

«Je vois vraiment StreetNet devenir plus visible en ce qui concerne les questions des vendeurs de rue au niveau mondial. Nous devons renforcer les affiliés avec le plaidoyer au sein de leurs pays afin de les permettre d'influencer les règles et les lois en faveur des vendeurs.

Mes priorités sont de minimiser les dépenses et d'essayer de trouver des bailleurs de fonds et les supporteurs des activités de StreetNet, qui donneront le financement pour organiser le financement principal.

Je considère la levée des fonds et la deuxième ligne en direction en relation avec la position de la Coordinatrice, comme principaux défis dans StreetNet. Je crois aussi que les dirigeants élus de StreetNet doivent relever ces défis, nommer le /la coordinateur / trice adjoint (e) et renforcer les capacités organisationnelles au cours des trois prochaines années.

Au sujet de la recherche du financement, tous les membres du personnel ainsi que la Coordinatrice Internationale, doivent travailler en équipe et afin de trouver des nouveaux donateurs et sympathisants qui s'engageront à supporter notre financement de base.

De mon côté, je vais commencer à chercher des donateurs possibles et initier le dialogue avec eux au sujet du financement de StreetNet dès qu'ils soient identifiés. Je vais aussi parler à tous les membres du Conseil International concernant leur soutien



Shikha Joshi, trésorière de StreetNet International, Présidente de SEWA, MP

dans la recherche du financement et des dons pour StreetNet.

Plus important encore, StreetNet doit être axé sur le renforcement de la capacité des affiliés et des Points Focaux Régionaux. Streetnet doit également orienter ses travaux vers une plus grande visibilité dans des forums internationaux tels que la Confédération Syndicale Internationale, IUF et l'OIT.»

«Nous devons renforcer les affiliés avec le plaidoyer au sein de leurs pays afin de les permettre d'influencer les règles et les lois en faveur des vendeurs.»

Renforcement de notre démocratie organisationnelle interne

par Pat Horn, Coordinatrice de StreetNet International



Pat Horn

StreetNet a été lancé le 14 novembre 2002 et a tenu 5 Congrès internationaux tous les trois ans conformément à la Constitution de StreetNet – en 2004 en Corée, 2007 au Brésil, 2010 au Bénin, 2013 au Chili et en 2016 en Inde. Ceci est un élément important pour le maintien de notre démocratie organisationnelle. Mais est-ce que cela signifie que notre travail de renforcer notre démocratie organisationnelle interne est terminé?

Si nous écoutons ce que disent les affiliés de StreetNet, la réponse est NON. Depuis le cinquième Congrès de StreetNet International à Delhi, en Inde, en octobre 2016, nous avons eu beaucoup de manifestations d'insatisfaction concernant les pratiques antidémocratiques qui ont été observés dans le Congrès, malgré la tenue du Congrès en conformité avec la constitution, les politiques et les pratiques établies de StreetNet.

L'insatisfaction a été exprimée au sujet du système d' « ardoise » (une tactique de propagande électorale par lequel certains participants font glisser des listes de la personne qui devrait être élue, au cours des élections démocratiques), les comportements punitifs électoraux de la part de certains délégués, l'action de vote à travers les propagandes de désinformation de la part des autres délégués et l'échec de sauvegarder les principes et les pratiques établis de StreetNet au sujet de la distribution régionale et équitable des postes du personnel au Conseil International de StreetNet. Il convient de souligner qu'il n'y a aucune plainte officielle demandant l'annulation des élections qui ont eu lieu lors du Congrès. Cependant, toute organisation démocratique ignore des telles expressions de manifestations de mécontentement à leurs périls. Nous avons donc décidé que nous devons écouter nos membres, créer une espace sûre et transparente où ils peuvent s'exprimer sans crainte de victimisation, et nous demandons des suggestions pour les voies et moyens de renforcer les points

faibles dans notre démocratie interne.

Le Point Focal Régional de StreetNet de l'Afrique Centrale et Occidentale a convoqué une conférence téléphonique après le Congrès, où une analyse franche du Congrès a été faite, en commençant par une franche autocritique concernant le manque d'unité entre les délégués dans leur propre région. Ils sont allés jusqu'à la critique de la qualité de l'interprétation Française, ainsi qu'une critique de la dernière minute sur l'organisation logistique en ce qui concerne les billets d'avion et les arrangements de visa ainsi qu'une mauvaise communication. Pour tous ces inconvénients, la coordination de StreetNet a pris pleine responsabilité et a présenté ses excuses auprès du Point Focal Régional. La critique est même arrivée à mentionner des observations sur le manque de conduite démocratique par certains participants – sans entrer en détails.

En rétrospective, nous avons réalisé que nous n'avons pas été suffisamment actifs dans la publication du Code de Conduite de StreetNet et dans les faits de conseiller nos membres sur comment défendre leurs droits démocratiques à l'aide de ce Code de Conduite. Actuellement, nous sommes donc en train de rectifier cela en faisant circuler le Code de Conduite à tous les affiliés de StreetNet et en demandant leurs commentaires (qui resteront anonymes sauf si spécifié autrement par l'organisation concernée) sur les questions suivantes:

1. Pensez-vous que le Code de Conduite a été bien observé lors du 5ème Congrès de StreetNet International?
2. Si non, pouvez-vous donner des exemples sur les clauses que vous croyez ne pas avoir été respectées par le personnel ou les délégués ?
3. Quelles sont vos suggestions à StreetNet pour s'assurer que le sixième Congrès de StreetNet International en 2019 soit plus démocratique que son précédent, celui de 2016?
4. Y-a-t-il des éléments manquants que vous avez à l'esprit qui doivent être ajoutés au Code de Conduite ?
5. Quelle est votre opinion sur la pratique d' « ardoise » lors des élections démocratiques ?
6. Autres questions/commentaires quelconques.

Dans l'avenir, nous allons inclure le Code de Conduite dans les paquets des documents de chaque événement de StreetNet – et tous les participants seront informés de leurs droits conformément au Code de Conduite, et ceux qui vont hors la ligne peuvent être guidés par leurs collègues en utilisant le Code de Conduite, au moment du problème. Nous espérons que cela augmentera le niveau de confiance et la confiance de nos membres concernant la protection de leurs droits démocratiques, ainsi que le niveau de compréhension de tous les délégués sur les limites éthiques applicables lors de l'exercice des droits démocratiques. En attendant, nous espérons qu'il y aura un débat transparent sur ce problème, afin que nous puissions faire mieux lors du sixième Congrès International de StreetNet.

ARBIND SINGH - SECRETAIRE DE STREETNET INTERNATIONAL - PARLE DES DEFIS QUE CONFRONTE STREETNET EN CHANGEANT LE MONDE

Je crois que StreetNet devrait mettre l'accent sur les programmes visant à amener des changements au niveau macro à travers les lois et la politique qui favorisent les vendeurs de rue et changent la mentalité des administrateurs et des décideurs afin qu'ils intègrent des vendeurs de rue dans leurs villes. Les cités à travers le monde devraient avoir des plans pour les vendeurs de rue.

La loi sur la Vente de Rue qui a été promulguée en Inde est une bonne loi et peut être utilisée ailleurs pour promouvoir des modèles similaires. Je suis sûr que beaucoup des pays ont expérimenté des différents modèles : Nous devons les faire ressortir. Plus important, il est nécessaire d'élaborer des programmes visant à générer des ressources pour StreetNet. Le Festival de la Nourriture de NASVI et la formation des vendeurs de nourriture mérite d'être essayé au niveau mondial. En Inde, cela aide NASVI à générer des ressources financières et à construire une image positive sur les vendeurs de rue dans tout le pays.

La mise de l'accent par StreetNet sur sa propre organisation est assez forte, mais cela doit être une réplique des organisations des vendeurs de rue. Nous devons promouvoir cela – et avoir une Charte de bonne organisation. Pour l'organisation de la vente de rue, la défense et la soutenabilité doivent aller ensemble afin d'atteindre le changement substantiel dans leur vie. Ainsi, le renforcement des affiliés sur ces trois piliers doit être une priorité de StreetNet. C'est une préoccupation qu'il y ait très peu de membres de l'Asie : mon objectif est de prendre StreetNet aux plus autres et différentes parties de l'Asie.

Mettant davantage l'accent sur l'urbanisation, les vendeurs de rue confrontent des menaces sérieuses à travers le monde. Les gouvernements détournent les problèmes des moyens de subsistance et des emplois en privilégiant des autres telles que le logement et l'assainissement, etc. StreetNet a pour tâche de veiller à ce que les gouvernements donnent priorité aux moyens de subsistance. Il faut attirer l'attention à la vente de rue.

La situation financière de StreetNet est critique. Le défi que nous confrontons est de savoir comment utiliser les plateformes digitales pour attendre les gouvernements. Partout on parle d'une nouvelle économie digitale. La manière dont nous préparons les vendeurs de rue pour cette nouvelle économie est une tâche énorme. Dans ce contexte, la nécessité de



Arbind Singh, Secrétaire de StreetNet International, coordinateur de NASVI

pourvoir la sécurité sociale aux vendeurs de rue est vitale.

Bien que nous puissions continuer avec la recherche du financement, il est important pour les organisations des vendeurs de rue de développer [les moyens] collectifs qui peuvent générer des ressources pour eux-mêmes. StreetNet devrait être en mesure de générer des ressources en fournissant son expertise sur le développement urbain. Les financements collectifs sont importants puisque les vendeurs de rue ont besoin du financement. Il y a une grande poussée pour travailler en faveur de l'indépendance financière en collectivisant les vendeurs de rue.

A mon avis, StreetNet devrait mettre l'accent sur l'élaboration de meilleures politiques et programmes gouvernementaux pour les vendeurs de rue et renforcer son organisation. Il a également un rôle de surveillance important à jouer, dans ces temps de changements avec leurs différents impacts. Bien que les anciennes institutions telles que l'OIT sont importantes, tant des nouveaux forums multilatéraux, indépendants et privés ont surgis. StreetNet doit faire sentir sa présence dans tous ces forums internationaux.

Actuellement, les vendeurs de rue partout dans le monde traversent une période très troublée. StreetNet doit influencer les gouvernements des pays où la situation des vendeurs de rue est très mauvaise. Il doit suffisamment fournir l'appui contre l'éviction ou les menaces d'expulsion des vendeurs. Nous avons besoin de prévoir le secours ponctuel. Nous devons trouver des solutions que nous pouvons proposer aux gouvernements et aux organisations des vendeurs de rue.

«Les cités à travers le monde devraient avoir des plans pour les vendeurs de rue.»

STREETNET ORGANISE AVEC SUCCES L'ATELIER REGIONAL AU LAOS

par Oksana Abboud – Organisatrice de StreetNet

Du 21 au 22 novembre 2016, StreetNet a tenu avec succès un atelier régional sur l'organisation des travailleurs du secteur informel, dans la ville de Vientiane, Laos. L'atelier faisait partie d'un partenariat de StreetNet-OXFAM.

40 participants ont participé à l'atelier qu'a facilité Oksana Abboud, organisatrice de StreetNet.

Les principaux objectifs des ateliers étaient les suivants:

- Comprendre comment organiser les travailleurs de l'économie informelle et mener des négociations collectives ;
- Apprendre des sur les expériences internationales et des meilleures pratiques dans des autres pays ;
- Comprendre le rôle des syndicats dans la transition de l'économie informelle à l'économie formelle ;
- Planification d'un programme et la voie à suivre ;
- Partage des informations sur l'économie informelle.

Les participants ont été accueillis par M. Simon Ounlasy, Vice-Président de la Fédération de syndicats de Lao (LFTU), M. Inpeng Meunvieth, directeur par intérim de son département des Relations internationales et M. Antonino Faibene, responsable du Programme du bureau d'Oxfam au Laos.

M. Ounlasy a souligné l'importance des travailleurs du secteur informel, leur contribution à l'économie nationale du pays et les défis auxquels fait face LFTU dans l'organisation de travailleurs du secteur informel au Laos. La loi syndicale du pays ne parle pas des travailleurs informels et leur droit d'être organisé. LFTU planifie d'amender cette loi afin d'inclure les « travailleurs informels » dans sa définition. Il a souligné que les travailleurs informels sont plus nombreux que les travailleurs formels et sont une source importante de la force du travail. Lorsque les vendeurs de rue sont introduits dans la société, ils deviennent les travailleurs formels - un développement qui peut être bénéfique en termes financiers, c'est-à-dire qu'ils paient des impôts. Le budget du gouvernement pour aider les vendeurs de rue est insuffisant; le soutien des autres parties est nécessaire.

70 % de la force active de Laos est en action dans le secteur informel, a dit M. Faibene d'Oxfam. 90 % d'entre eux sont des femmes, qui souvent n'ont pas des compétences, connaissances et qui sont vulnérables. Le gouvernement n'a pas pris des mesures concrètes pour résoudre leur situation.

Mme Souphone Voravong a présenté une recherche – les « Vendeurs de rue dans la ville de Vientiane, Laos » - par les Femme de l'ONU, qui ont souligné la croissance substantielle qu'a faite Laos de son PIB au cours des dernières années. Ceci est nécessaire, a-t-elle dit, pour aider les femmes à avoir des revenus, les rendre moins vulnérables et leurs faire sentir qu'elles sont protégées, appréciées et bien accueillies par la société et le gouvernement. Elle a

également suggéré une formation sur le crédit et les négociations pour les vendeuses de rue, construire leur capacité, estime de soi et le respect afin de les renforcer.

L'atelier comprenait sept activités; la première était introductive. Le reste était fait des petits groupes de travail qui ont discuté et développé les différentes tâches autour d'organisation et de négociation dans le secteur de l'économie informelle.

Les groupes d'abord discuté la nécessité d'organiser les travailleurs de l'économie informelle. Ici, le centre d'intérêt était celui de comprendre les spécificités de l'organisation dans le contexte de l'économie informelle, développer les stratégies appropriées de l'organisation et développer et comprendre les principales compétences et habilités requises par les bons organisateurs.

Les autres groupes ont ensuite discuté les questions relatives aux besoins et demandes des travailleurs de l'économie informelle à travers les négociations collectives en visant une meilleure compréhension de certains de leurs problèmes et leurs demandes. Ils ont également examiné l'importance d'une représentation directe dans les négociations collectives pour les travailleurs informels.

Ensuite, les groupes de travail ont identifié trois problèmes des travailleurs de leur secteur et ont dû les traduire en exigences pour les négociations. L'animatrice a expliqué comment se fait ce processus, à travers simplement la reformulation des questions. Elle a souligné l'utilisation des termes précis puisque les demandes doivent être réalistes et doivent viser à attendre le maximum de succès. Ceci est particulièrement important pour une organisation au début des négociations.

Les leçons des syndicats des autres pays autour de l'organisation de l'économie informelle ont suivi. Les participants ont utilisé des études des cas pour examiner comment les syndicats du monde entier ont organisé dans ce secteur. Cet exercice devait leur permettre d'élaborer leur propre manière de penser et d'avoir des idées autour sur l'organisation dans l'économie informelle.

Un des documents les plus cruciaux de l'OIT, la Recommandation 204, a été également discuté et analysé. La Recommandation 204 de l'OIT met l'accent sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle. Cette activité était importante pour comprendre la signification et le concept de l'économie informelle, organisation dans au-dedans de cela et les exigences pour une transition efficace de l'économie informelle à l'économie formelle. Les groupes devaient lire la Recommandation 204 de l'OIT, identifier les éléments de formalisation, ses clauses les plus progressistes et les éléments qui y manquent. La plupart des participants ont trouvé cette tâche difficile.

Pour assister, la facilitatrice a parlé sur les gains clés stratégiques de la Recommandation 204 de l'OIT, qui étaient très progressives et bonnes pour les travailleurs du secteur informel. Elle a également mentionné les clauses qui peuvent les nuire, et les

problèmes qui n'apparaissaient pas dans la Recommandation, par exemple l'absence d'inclusion des autorités au niveau de niveau local.

La dernière activité mais très importante, était celle de développer une stratégie du syndicat des travailleurs de l'économie informelle. Les participants revisités des discussions antérieures afin d'élaborer une stratégie claire et un plan d'action pratique orienté vers la réalisation de la vision des différents groupes de l'union, dans le futur.

Les groupes de travail a élaboré leurs plans d'action tout en définissant leurs groupes cibles et les priorités clés. Ils ont présenté, étape par étape, les actions nécessaires pour organiser les travailleurs du secteur informel et surmonter les obstacles qu'ils rencontrent dans la construction de leur stratégie. Lors de l'évaluation de l'atelier, les participants ont exprimé leur joie d'apprendre sur l'Organisation des travailleurs informels et sur les instruments de l'OIT. L'atelier leurs offert une chance d'exprimer leurs propres opinions ; toutefois, apprendre des

expériences des autres pays était un bonus. Les délégués vietnamiens et cambodgiens ont ajouté une valeur à l'atelier en échangeant leurs expériences dans l'organisation des travailleurs de l'économie informelle.

Dans son discours de clôture, M. Simoon Ounlasy a déclaré que LFTU implémenterait fructueusement les connaissances et compétences acquises dans son activité syndicale. Il espérait plus de soutien de StreetNet International et d'OXFAM.

L'atelier régional a été un succès et très utile aux participants de LFTU qui avaient juste commencé à apprendre sur l'organisation des travailleurs du secteur informel. Leur leadership comprend l'importance et la nécessité d'organiser les travailleurs informels au Laos ; ils ont une grande volonté d'apprendre sur ceci afin d'avancer d'avantage.

Enfin, StreetNet remercie Khamphy Khammvong, responsable de Programme d'Oxfam au Laos. Son travail préparatoire a rendu possible cet événement régional.



Les participants à l'atelier régional de Laos sur l'organisation de l'économie informelle

StreetNet accueille le Syndicat des Travailleurs Indépendants et des Vendeurs de Géorgie (SCWU) en tant que Point Focal régional pour l'Europe

Récemment, lors de sa réunion du Conseil International en octobre 2016, StreetNet a approuvé la recommandation de ses affiliés de l'Europe Orientale et Asie Centrale d'établir leur Point Focal Régional (PFR) pour l'Europe en Géorgie et de nommer le Syndicat des Travailleurs Indépendants et des Vendeurs (SCWU) comme étant ce PFR. Sœur Miranda Mandaria, Présidente de SCWU et Coordinatrice du PFR de

StreetNet pour l'Europe, a souligné l'importance d'avoir SCWU comme PFR, puisque ceci encouragera davantage le développement de SCWU et ajoutera encore à son image positive sur le plan organisationnel.

La mise en place du PFR de l'Europe est le résultat des longues discussions par les affiliés de StreetNet de l'Europe Orientale et d'Asie Centrale de plus de deux ans et trois réunions régionales au Kirghizistan, Azerbaïdjan et Moldavie. Les communications par e-mail et Skype ont recédé leur accord et la recommandation signée qui a été présentée par lettre, par l'organisatrice régionale, Oksana Abboud, à la Coordinatrice Internationale en juin 2015.



Mandaria Miranda, coordonnateur du PFR de StreetNet pour l'Europe

POURQUOI LE NOUVEAU PROGRAMME URBAIN DEVRAIT AFFECTER LES TRAVAILLEURS INFORMELS

par Oksana Abboud, Chargée des Media au StreetNet



Sur la photo sont Doryen Confort (deuxième de l'à gauche) et Juliana Brown Afari (troisième de l'à gauche) au cours de la Conférence HABITAT III

La Conférence HABITAT III, également connu sous le nom de la Conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Durable Urbain, s'est tenue à Quito (Equateur), du 17-20 octobre 2016. La Conférence a réuni un large éventail d'acteurs urbains, y compris les autorités locales, la société civile, les représentants des travailleurs dans l'économie informelle, le secteur privé, les institutions universitaires et professionnelles et tous les autres groupes d'intérêt concernés, afin d'examiner les politiques urbaines affectant l'avenir des villes.

Tous les 20 ans, ONU HABITAT énonce un programme urbain et cette année, un Nouveau Programme Urbain a été adopté par tous les Etats membres des Nations Unies. Un nouveau modèle d'urbanisation a défini des priorités fraîches et des stratégies qui tiennent compte de l'évolution du nouveau siècle et établit une carte à suivre pour la création d'un monde urbain plus juste et durable. Mais comment les gouvernements nationaux vont le faire et quels modèles ils suivront, c'est encore une question pour tout le monde.

Cependant, organisation des travailleurs informels, à savoir, StreetNet International, comprend clairement son rôle et celui de ses affiliés dans l'implémentation du nouveau programme urbain, qui, pour la première fois dans son histoire, comprend la notion de et la section intitulée « La ville que Nous Voulons ». La ville que Nous Voulons devrait être basée sur l'inclusion, équité et égalité des droits pour chaque citoyen.

Nous savons clairement ce que nous voulons, et quel genre de villes que nous voulons avoir dans chacun de nos pays. Ceci a été dit par Juliana Brown Afari, présidente d'IHVAG Ghana, affilié de StreetNet au Ghana, qui a assisté à la Conférence de l'ONU HABITAT III en tant que membre de la délégation du réseau de WIEGO.

Au cours de la Conférence, WIEGO visait à créer des espaces pour les travailleurs informels et les représentants de leurs organisations afin de faire entendre leur voix pour rendre visible la contribution positive des moyens de subsistance informels aux villes et de plaider en faveur des approches de la politique urbaine qui donnent lieu à une plus grande sécurité des moyens de subsistance aux travailleurs informels urbains.

Sœur Juliana a partagé certaines de ses impressions, tout en participant à un événement arrangé par WIEGO à la conférence d'HABITAT III ci-dessous: « Nous avons eu un atelier de deux jours sur les questions et l'interaction avec WIEGO. Vingt membres ont été invités des diverses organisations des travailleurs informels, travailleurs domestiques et des travailleurs basés à la maison. Nous avons été éduqués par la participation de chaque personne; des présentations étaient bien préparées et ceux qui auraient eu l'occasion de parler sur la plate-forme et les rôles de chacun ont été considérés. Ceux qui seraient en attente pour voir comment les choses étaient faites, ont été également choisis. »

Les expériences partagées provenaient des pays lointains. A New York, le problème rencontré était sur les questions relatives avec le logement et la criminalité ainsi que celles relatives à la façon d'approcher le gouvernement

avec la solution des travailleurs informels sur leurs contributions au logement pour tous. Nigéria a également partagé les problèmes auxquels ils sont confrontés, à savoir, le renforcement des femmes, le soutien à l'éducation et la manière d'aborder le gouvernement pour une solution. Les problèmes du Canada étaient similaires, y compris celui de trouver le moyen d'approcher le gouvernement pour les solutions. L'Ouganda a parlé de leur gouvernement qui participe seul au niveau international, et comment ils cherchaient une approche de bas-en-haut avant de prendre toute action. Les questions du Ghana comprennent comment trouver des lois pour les travailleurs informels, qui tiendront leur gouvernement local à l'implémentation, la surveillance du gouvernement local et l'inclusion de ces décisions de l'ONU HABITAT. Au-delà des villes inclusives idéales, les travailleurs informels ont besoin de l'éducation, et leurs ajouts et accents doivent être pour l'amélioration de leur vie au cours des trente à quarante prochaines années.

Le Liberia était préoccupé par le rôle de la ville dans le gouvernement local en ce qui concerne le soutien des citoyens et des ONGs dans l'implémentation des programmes de développement et l'égalité des chances pour tous. Les préoccupations des sud-africains étaient autour travailleurs informels qui avaient décidé de changer leur façon d'aborder le gouvernement en connaissant d'abord les lois qui influencent les gouvernements locaux. Ils ont aussi parlé spécifiquement sur l'importance de connaître les lois et les stratégies de la province de KwaZulu-Natal en Afrique du Sud, le chevauchement entre le secteur informel et le service publique, le réseautage et les projets de sauvegarde [back up] dans le secteur

privé. Kampala (Ouganda) a soulevé l'importance d'une croissance économique inclusive, qui influencent sur l'amélioration de la diffusion de l'information aux travailleurs informels et ce qui nous permet de traduire le Nouvel Programme Urbain pour les 30-50 ans, pour le secteur informel, y compris les questions des terres et des mines. L'Amérique du Sud était forte sur plus d'éducation des travailleurs informels, sur les aliments, confiscation des marchandises et la sécurité, ses lois nationales sur l'environnement et les politiques nationales urbaines.

Comfort Doryen, membre du Conseil International de StreetNet et leader de NAPETUL, affilié de StreetNet au Libéria, a parlé du projet de partenariat de Monrovia lors de la Conférence. A travers ce projet, dit-il, les vendeurs de rue et les autorités locales ont ouvert un dialogue sur la vente de rue et ont pu conclure l'accord sur comment la vente serait réglementée en ville. Cela a aidé les vendeurs avec plus d'accès à certaines espaces publiques et ont eu les moyens de subsistance plus sûres.

Nous devons réaliser que le nouveau programme urbain est une grande chance de créer une espace pour la voix, l'expérience et les stratégies des pauvres citoyens dans la politique urbaine, la planification et le développement. Les pauvres populations urbaines doivent être reconnues non seulement dans le cadre des négociations avec les autorités locales, mais aussi comme les véritables partenaires dans les processus décisionnels. Nous devons faire face à la réalité et avoir la conviction qu'à partir d'aujourd'hui, nous devons lutter pour le droit à la ville de devenir réel et que celle-ci soit transformée en politiques et règlements concrets!

Nos droits sont définis par notre lutte!

PAPE FRANCIS BENIT LES AFFILIES DE STREETNET LORS DE LA REUNION DU TIERS-MONDE, DES MOUVEMENTS POPULAIRES

par Oksana Abboud- Chargée des medias au StreetNet

Depuis 2014, le Pape Francis a régulièrement organisé des réunions internationales connues sous le nom des *Réunions Mondiales des Mouvements Populaires*, qui regroupent des organisations représentatives des personnes marginalisées de la société. Celles-ci comprennent les pauvres, les chômeurs et ceux qui ont perdu leurs terres agricoles. La réunion mondiale des mouvements populaires a une signification très spéciale. Elle permet de fixer les priorités du pontificat du pape Francis. Elle illustre également comment il veut que son église accomplisse sa mission dans le monde.

Les représentants des organisations informelles et des mouvements populaires invités au Vatican, mettent ainsi l'attention de l'église sur ces gens qui

représentent aujourd'hui près de la moitié la population mondiale. Le Vatican les invite à se rassembler, pas seulement pour écouter mais aussi à se parler les uns avec les autres. En outre, l'église offre une espace ouverte, à l'échelle mondiale, afin qu'ils puissent s'organiser.

Cette réunion du Tiers Monde des Mouvement Populaires a rassemblé environ 170 représentants des 65 pays des diverses populations exclues, y compris les habitants des bidonvilles, les vendeurs de rue, les déplacés et les réfugiés, les travailleurs aux fermes, les chômeurs et les travailleurs précaires. La réunion a eu lieu à Rome du 2 au 5 novembre 2016.

Les affiliés de StreetNet d' Angola, Burkina Faso, Cambodge, Géorgie, Ghana, Malawi, Nigéria,

Tanzanie, Togo, Zambie et Zimbabwe ont représentés les vendeurs informels à cette réunion. Les panneaux et les ateliers tenus au cours du programme de quatre jours, ont axé sur les principaux thèmes qui concernent traditionnellement les réunions des mouvements populaires, telles que : terre, logement, travail et droits démocratiques, identifiés par le Saint-Père.



Participants à la troisième Réunion Mondiale du Mouvement Populaire avec Pape Francis



Juliana Brown Afari (à droite), a représenté StreetNet Ghana lors de la Réunion Mondiale

Toutefois, les nouveaux topiques et les analyses ont été introduits à cette réunion, tels que, peuples et démocratie; territoire et nature et la situation particulière des personnes déplacées et des réfugiés. Chaque discussion était basée sur l'expérience des gens qui sont passés par ces conditions et était orientée vers la génération des idées et propositions pour aider les uns les autres.

Après avoir travaillé en groupes, Juliana Brown Afari, dirigeante de l'affilié de StreetNet au Ghana, a présenté les travaux de son groupe et a reporté des suivantes suggestions importantes:

1. Adopter des lois qui autorisent les officiers des gouvernements locaux à prendre des décisions importantes et les implémenter pour influencer les politiques et le financement du gouvernement - questions qui affectent nos communautés et les travailleurs du secteur informel.
2. Créer des structures qui permettent à nos communautés et les travailleurs informels à participer davantage aux processus décisionnels.
3. Combiner nos stratégies de mobilisation massive avec des campagnes afin de promouvoir les élections parmi les travailleurs informels et les peuples exclus.
4. Organiser afin que les membres du secteur informel et des mouvements populaires puissent être élus au bureau du gouvernement.
5. Soutenir l'éducation et la communication populaire pour aider à informer les gens sur les candidats et les problèmes afin qu'ils puissent participer activement aux élections.

Le quatrième jour de la réunion, les participants ont été dirigés à la Cité du Vatican pour rencontrer le pape Francis. Il a salué les membres des mouvements populaires pour avoir donné la dignité à l'ouvrier et l'action de faire leur part pour réduire le chômage à travers leurs coopératives.

Le pape a reçu une réponse du programme de deux jours des travailleurs domestiques, travailleurs du secteur informel et les migrants. Il a dit qu'il était content de ceux qui avaient participé à la réunion et la voie à suivre. Il a sympathisé avec ceux qui ne pouvaient pas obtenir les visas pour participer. Tous les participants ont été chargés d'organiser plus des gens dans le monde entier pour savoir ce que le pape a commencé. Il a reçu un document qui contient toutes les propositions faites durant les quatre jours de la réunion.

Un documentaire plus détaillé sur la réunion du tiers monde est disponible dans ce lien: https://www.youtube.com/watch?v=kAaiFg3LpU&utm_source=email_marketing&utm_admin=92191&utm_medium=email&utm_campaign=Papa_Franc

Adresse de StreetNet International: Unité 101 Centre Dinvir, Durban, Afrique du Sud

StreetNet International publie ce bulletin dans quatre langues officielles, offrant des informations et opinions aux affiliés

Coordonnées Site Web: www.streetnet.org.za Twitter: @Streetnet1

